

PLAN D'ACTION SÉCHERESSE | À l'appel des principaux syndicats agricoles haut-alpins, une centaine d'agriculteurs a manifesté devant la préfecture de Gap vendredi 18 mars.

Une manifestation concluante mais la vigilance reste de mise

L'adage parle de la goutte d'eau qui fait déborder le vase et c'est bien ce dont il était question vendredi 18 mars pour les agriculteurs haut-alpins. À la veille de la validation d'un nouveau Plan sécheresse pour les trois prochaines années à venir les syndicats Jeunes agriculteurs et la FDSEA 05, rejoints par la Confédération paysanne, ont décidé de se mobiliser et de mettre la pression à l'État en organisant une manifestation devant les grilles de la préfecture gapençaise.

Rendez-vous était donné à 9 h 30 avec les tracteurs et des « cadeaux » (sic). Avec une précision d'horlogers, les premiers engins ont pointé le bout de leurs pneus à l'heure indiquée et ont commencé à déverser leur cargaison devant les grilles de la préfecture dans une atmosphère détendue mais déterminée, au son des canons effaroucheurs. Une centaine d'agriculteurs et une cinquantaine de tracteurs venus de tout le département avaient fait le déplacement. Ils ont rapidement été rejoints par des élus comme Christian Hubaud, maire de Pelleautier et conseiller départemental délégué à l'agriculture, ou Roger Didier, le maire de Gap.

« En tant que paysan, je suis très sensible à la cause de l'eau. Je soutiens les agriculteurs face à une mesure qui n'est pas équitable et non adaptée à la situation climatique, clamait le conseiller départemental. Il faut plus de souplesse, ce ne sont pas de fous furieux, ils savent ce qu'ils font. L'État considère que nous sommes des irresponsables alors que c'est le contraire. Il faut que la confiance soit réciproque comme il y a vingt ans où nous travaillions main dans la main. »

Quant au maire de Gap, pour lui il était normal d'être présent aux

côtés des agriculteurs pour clamer son attachement à cette profession importante pour la première commune agricole du département comme il se plaît souvent à le rappeler. « Les jeunes agriculteurs sont des gens extraordinaires et ils font là une démarche qui touche un bien commun et universel : l'eau. S'ils n'ont pas d'eau, ils seront en grande difficulté c'est pourquoi il faut les soutenir », expliquait l'édile.

Trois revendications principales

L'objectif des manifestants était de se faire entendre alors qu'un Comité départemental de gestion de l'eau (CDGE) - finalement annulé - devait se tenir à 10 h dans les locaux préfectoraux et de faire entendre leurs trois revendications principales. « Nous voulons qu'ils reviennent sur la règle des dix jours, assenait Florian Pellegrin, président de Jeunes agriculteurs Paca et tête de file des manifestants avec Sandrine Hauser de la FDSEA 05. Nous voulons que le délai de déclenchement des restrictions soit maintenu à sept jours avec un retour à la normale également de sept jours. Nous devons pouvoir prendre de l'eau quand il y en a. Nous demandons également de récupérer nos places au sein du comité sécheresse qui nous ont été supprimées à cause du Covid pour respecter les règles sanitaires. Enfin, aujourd'hui en période de crise nous ne pouvons arroser que 10 % des cultures spécialisées et nous voulons que cela soit étendu à toutes les cultures. Il y a des choses invraisemblables, il faut se poser les bonnes questions car en période de crise les golfs n'ont aucune restriction d'arrosage et nous oui. Il faut savoir : soit on veut jouer au golf soit nourrir la population ? »

En fin de matinée, une délégation d'une dizaine de personnes a été reçue en préfecture par Martine Clavel et Thierry Chapel, directeur de la DDT, avec des représentants syndicaux et des principaux bassins versants mais également le président et des techniciens spécialisés de la chambre d'agriculture. Avant de se rendre à la réunion, tous avaient prévenu qu'ils « ne lâcheraient rien » et qu'ils attendaient « des avancées notables ».

Après plus de deux heures « d'après négociations », tous sont ressortis plutôt satisfaits puisqu'ils avaient obtenu satisfaction sur l'essentiel de leurs revendications. Une victoire pour les syndicats qui ne cachaient pas leur joie, une joie tout de même teintée de prudence en attendant de voir la suite des événements.

Satisfaits mais...

Ils ont ainsi obtenu que les débits réservés du Drac ne soient pas multipliés par deux cet été encore. Le débit réservé sera ensuite augmenté progressivement en fonction des travaux qui auront été réalisés sur le canal de Gap afin de réduire les pertes dues aux fuites. « Nous devons montrer notre bonne volonté pour avoir de l'eau, insistait Sandrine Hauser. N'oubliez pas que, comme l'a rappelé le président de la chambre d'agriculture, il y a la possibilité d'avoir 90 % de subventions pour faire ces travaux. »

Concernant le comité sécheresse les agriculteurs récupèrent leur nombre de siège initial et la règle des 10 % en cas de gestion de crise est étendue à toutes les cultures, plus seulement aux cultures spécialisées. Restera cependant aux agriculteurs à déterminer s'ils souhaitent que



Les agriculteurs ont déversé des déchets qu'ils qualifiaient de « cadeaux » devant les différentes entrées de la préfecture. En fin de matinée, une délégation a été reçue par la préfète pour exprimer leurs doléances.

ces 10 % soient calculés sur les volumes d'eau ou sur les surfaces.

« Pour nous il s'agit de bonnes avancées, réagissait Éric Lions, le président de la chambre d'agriculture. Elles doivent aboutir car il y avait trop de dissymétries. Nous avons d'ailleurs pris position hier (le 17 mars, ndlr) avec la chambre régionale pour demander au préfet de bassin de nous octroyer une dérogation. »

S'ils ont obtenu satisfaction pour leur première manifestation sous les

fenêtres de Martine Clavel, les agriculteurs sont également repartis contents d'avoir été soudés mais déterminés à agir à nouveau si ces engagements n'étaient pas suivis des faits. Ils n'excluaient pas, par ailleurs, de se mobiliser à nouveau dans les jours à venir sur la question du coût des intrants et de l'énergie qui ont explosé avec la crise ukrainienne si les aides de l'État ne s'avéraient pas suffisantes. ■

Alexandra Gelber